

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(13\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Alfred Denisart, 2 février 1873](#)

Jean-Baptiste André Godin à Alfred Denisart, 2 février 1873

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

8 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (13)

Collation 8 p. (52r, 53r, 54v, 55r, 56r, 57r, 58v, 59r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alfred Denisart, 2 février 1873, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 03/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/47315>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [2 février 1873](#)

Lieu de rédaction 28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Denisart, Alfred](#)

Lieu de destination Guise (Aisne)

Description

Résumé Sur le compte d'Amédée Moret : Godin indique qu'il lui accorde 150 F par mois et 1 % sur le chiffre général des affaires faites à Paris, et qu'il bénéficie des conditions des représentants sur place pour les ventes faites en dehors de Paris ; Godin demande à Denisart de déduire du compte d'Amédée Moret l'indemnité accordée à Besnard pour l'année 1872. Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens : à propos de l'évaluation du matériel. Sur la clôture des écritures. Sur le tarif de la manufacture. Sur les bonifications accordées à la clientèle. Sur une bonification réclamée par Melin, employé dans les bureaux de l'usine. Sur l'attribution de logements par le conseil. Godin informe Denisart qu'il rentrera à Guise le mercredi ou le jeudi suivant. Sur l'adjudication des tables des écoles. Sur la question des veuves. Sur l'embauche de Moreau qui avait quitté l'usine.

Support Un passage du texte de la lettre (folio 57r) est souligné au crayon bleu.

Mots-clés

[Distribution des produits](#), [Famillistère](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Habitations](#)

Personnes citées

- [Besnard \[monsieur\]](#)
- [Delorme, Jacques Philippe](#)
- [Gripon, Émile](#)
- [Lesne \[monsieur\]](#)
- [Melin \[monsieur\]](#)
- [Moreau \[monsieur\]](#)
- [Moret, Amédée \(1839-1891\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/03/2023

Dernière modification le 22/11/2024

Marseille 1 février 79. 51

Cher Monsieur Grebal.

Je vous autorise complètement à dire de ma part à M. Chénost que je vous ai chargé, à raison du peu de services qu'il rend maintenant dans la maison, de lui dire de se chercher un emploi pour la fin de ce mois. Quant à M. Martin je vous engage à différer encore quelque temps je vais du reste rentrer à Chinon et j'examinerai la question qui le concerne, mais je pense que vous feriez bien de ne pas perdre un instant pour prévenir M. Chénost. M. Arnède a déposé le premier 1 février.

Agnez mes cordiales civilités.

Eden

Servilles 2 janvier 99

Cher Monsieur Demisart,

Je vous envoie ci-joint
le compte de M. Armand
rectifié par lui-même.
J'accepte ce compte en ce
qu'il concerne les indications
de dépenses qu'il a faites à
Paris. La différence prin-
cipale que vous remarquerez
avec le compte envoyé par
vous réside dans une
somme de 96.85 qu'il a
reçus pour moi et dont
vous n'avez pas passé
écriture.

Quant à ce qui est des
bases de règlement de son
compte, les voici :

Je lui accorde, à titre

d'appointement fixe,
 150 francs par mois,
 1 % sur le chiffre général
 des affaires faites à Paris,
 aussi bien sur les demandes
 venues directement que
 sur celles obtenues par lui.
 Il jouira des conditions
 de représentants sur place
 sur toutes les affaires faites
 en dehors de Paris.

Pour cette année, il
 conviendra de déduire de
 son compte l'indemnité
 que l'on a pu accorder à
 M. Bernard, si toutefois
 elle porte sur l'année 1872;
 et il n'y aurait dans tous
 les cas à en déduire que ce
 qui pourrait être afférent
 à cette année.

Je ne vois aucune inconvénient à faire entrer au compte de matériel ce qui lui appartient, non-seulement pour les bois dont vous me parlez mais aussi pour le compte des chemins de fer dont Emile m'a entretenue, or qui ne sont assurément pas à son chiffre depuis 1863.

Quant à la clôture de l'écriture je ne puis rien vous dire d'ici me sachant pas la nature des difficultés que vous éprouvez, je ne puis que vous demander d'agir de concert avec M. Leve pour que ces choses se fassent le plus vite possible.

Je suis véritablement assez embarrassé pour vous donner des conseils sur la question des tarifs. Quant à ce qui

est des prix en général, je ne sais s'ils sont trop hauts ou trop bas parce que jusqu'ici je n'ai pas fait de comparaison suffisante avec l'exercice 1869; je ne sais même pas si j'ai ici les éléments nécessaires; ce qu'il faudra voir c'est si ces prix avec celui des matières premières doit donner pour l'année 1873 un bénéfice raisonnable ou exagéré.

Pour ce qui est de la bonification réclamée par quelques clients de M. Cernède, il me semble que la règle en droit est celle-ci: les commandes ayant été faites en 1872, et ces commandes acceptées, le client a le droit d'en exiger la livraison aux conditions de 1872 et sans que cela ait rien à faire dans les expéditions de 1873.

Cela doit être compris du moment qu'ils l'exigent sans leur chef d'affaires de 1879.

Je ne suis pas fixé encore sur ce qui est à faire concernant la bonification pour 1879 ; les considérations à faire valoir sont très-différentes suivant les localités et les clients auxquels on a affaire ; ainsi M. Gripon prétend qu'il y aurait plus d'avantage pour la maison à maintenir la bonification pour les clients de 500 fr., que pour tous les autres, et il donne de bonnes raisons à cela. Il en résulte donc que pour donner satisfaction à tout le monde, il faudrait maintenir les choses comme par le passé, ou les faire disparaître tout-à-fait.

J'ai reçu une lettre de
 M. Malin écrite dans un
 très-mauvais esprit par
 laquelle il me demande
 le règlement & la bonification
 qui peut lui revenir. Je
 vous charge de lui faire dire
 par M. Lesne qu'il sera
 comme tous les autres employés
 réglé quand la prime sera
 arrêtée, que s'il quitte la
 maison auparavant la
 somme lui sera comptée de
 la même manière.

Vous n'avez demandé
 mon avis sur la question
 des logements, il me semble
 qu'il n'y a pas de conflits
 possibles avec le conseil; il
 donnera un avis favorable
 ou défavorable sur les demandes
 qui seront faites et l'adminis-

tration agira ensuite pour
s'entendre avec les personnes
qui auront été admises sur
les logements qu'il conviendra
de leur donner. Mais ce qu'il
serait utile que vous fassiez
avec exactitude, ce serait de
ne pas laisser attendre des
demandes sans les soumettre
au conseil quand vous avez
des logements vacants.

Il est bien entendu que s'il y
avait des motifs de refus qui
aient échappé au conseil, il n'y
faudrait pas admettre sans
un nouvel examen.

Je compte rentrer cette
semaine à Guise, probablement
Mardi ou Jeudi, roger au
plus vite M. Delorme pour
lui demander si on sera prêt
pour la session de février
ou lui dire que je déciderais